Aurait-il été possible de procéder d'une autre façon ? Bien sûr, mais les défenseurs des autochtones et leurs voix ne se faisaient que rarement entendre dans la communauté non autochtone. Macdonald considérait ceux-ci comme moralisateurs et pénibles, et il avait choisi de les ignorer.

Le mieux que l'on peut dire est que Macdonald avait, pour emprunter une expression populaire, une nation de complices volontaires dans ce parcours qui s'avèrera catastrophique pour les Premières Nations. Il n'était pas seul et n'a pas été son seul instigateur.

Cromwell avait dit à son portraitiste, dans des mots maintenant devenus célèbre, de le peindre « avec les verrues et tout ». Nous devrions faire la même chose avec Sir John A. Il a été un politicien victorieux devenu, selon l'opinion de ses pairs et de la plupart des historiens, un grand homme d'État. Mais il avait ses défauts et ses faiblesses, et nous ne pouvons pas les ignorer, les minimiser ou les excuser. Au contraire, nous devrions utiliser ce moment de réflexion pour considérer à la fois la source de sa grandeur et les conséquences des choix de son gouvernement et de ses successeurs. C'est de cette manière que nous pourrons réellement atteindre la vérité et la réconciliation.

LA QUÊTE DE MACDONALD POUR LA PROSPÉRITÉ A TRIOMPHÉ DES CONFLITS IDENTITAIRES ET SOCIAUX

Prosesseure **E. A. HEAMAN** est une historienne de l'Université McGill qui s'intéresse à l'histoire du début du Canada, en particulier aux 18e et 19e siècles. Elle travaille en ce moment sur un projet sur l'histoire de l'autorité durant les premières années du Canada, et de sa relation avec l'impérialisme et la science. Son objectif est de comprendre comment la révolution scientifique a remodelé le discours politique, en basant son étude de cas sur les connaissances que nous possédons sur le Canada. Ce travail repose sur une monographie précédente sur la sphère publique du 19e siècle au Canada, intitulée *The Inglorious Arts of Peace : Exhibitions in Canadian Society during the 19th Century* (Toronto, 1999).

Dès le début de sa carrière politique, John A. Macdonald proposait un choix clair à ces électeurs ; les politiques de la richesse ou les politiques de l'identité. En 1844, lorsqu'il a publié son programme dans la *Gazette* de Kingston, Macdonald a déclaré : « Dans un pays jeune comme le Canada, je suis d'avis qu'il est plus important de diriger nos efforts envers le développement des ressources et l'amélioration de nos avantages physiques que de perdre notre temps à légiférer et investir l'argent du peuple dans des discussions stériles sur des questions gouvernementales théoriques et abstraites. »[1] Macdonald a toujours été de l'avis que les querelles ne viendraient pas à bout de résoudre les différends du Canada, mais qu'investir dans le développement du pays pourrait y arriver. Il défendait cette notion avec une chaleur personnelle et une bonhommie qui s'étendaient même à ses opposants politiques. Peut-être que les Canadiens pourraient réellement être capables de s'entendre ! Mais la plate-forme de Macdonald avait un biais intégré en faveur de la richesse qui avait

alimenté la polarisation économique dans ce bel âge de la politique de la fin de l'époque victorienne du Canada. Le fossé croissant entre l'extrême richesse et l'extrême pauvreté avait ravivé les vieilles tensions et avait rendu les accommodations Macdonaldiennes classiques anachroniques.

Le dédain de Macdonald envers les politiques identitaires reposait sur son désir sous-jacent de rallier le peuple à une identité civique britannique commune. Il soutenait la Confédération parce qu'il croyait que celle-ci pouvait renforcer plutôt que desserrer les liens entre la mère patrie et la colonie, et il en a été le défenseur jusqu'à sa mort, faisant campagne avec le slogan « Un sujet britannique je suis né et un sujet britannique je mourrai. » Mais l'identité britannique ne signifiait guère plus pour Macdonald qu'une adhésion à la formule britannique de réussite économique et politique : la suprématie du parlement, une économie libérale et le droit de vote aux détenteurs de titres de propriété. Sous la pression des circonstances – la montée du protectionnisme américain –, il avait laissé de côté l'économie libérale sans trop de regret évident et avait introduit un tarif protecteur qui a autant enrichi l'État que les coffres du parti. Sa plus grande réalisation a été d'étendre le droit de vote aux détenteurs de propriété à l'échelle de la nation en 1885.

Les politiciens canadiens ambitieux ont appris une leçon durable des arguments de Macdonald contre la politique identitaire. Alors que ses rivaux Grit et libéraux avaient tendance à rallier leurs partisans par leurs diatribes anti-catholiques et anti-françaises, Macdonald a été capable d'obtenir le soutien des Canadiens français en mitigeant continuellement de telles diatribes. En 1856, dans sa désormais fameuse lettre à l'éditeur de la *Gazette* de Montréal, il a sévèrement réprimandé les anglos-protestants de Montréal, en les avisant d'arrêter de se sentir si supérieurs et d'arrêter de se comporter comme les dirigeants anglos-protestants de l'Irlande du Nord. Les élites anglophones de Montréal devaient, selon lui, faire un effort pour plaire aux électeurs Canadiens français qui représentaient, après tout, la majorité dans cette région. « Méfiez-vous, les avait-il prévenus, ou ils pourraient remarquer qui tient véritablement le pouvoir dans cette situation. » Ce déséquilibre a diminué au cours des années suivantes alors que Macdonald, par son alliance avec des politiciens canadiens-français, notamment George-Etienne Cartier et Hector Langevin, allouait de substantiels fonds publics au Québec. Mais même Macdonald ne pouvait pas complètement éviter les questions identitaires. Macdonald ne pouvait pas se débarrasser de l'Ordre d'Orange, un groupe protestant et belliqueux, qu'il réprimandait souvent. Les diverses communautés ethniques et religieuses étaient représentées jusque dans les plus hauts niveaux du gouvernement de Macdonald, à la condition que leurs représentants modèrent leurs exigences. La politique canadienne était profondément imprégnée par des ressentiments de nature ethnique et religieuse, mais ces ressentiments ont rarement muté en de violents conflits ouverts. Toute une vie passée à réprimander a contribué, à long terme, à maintenir le calme au Canada.

Macdonald était, à bien des égards, un homme beaucoup plus du 18e que du 19e siècle en raison de la méfiance qu'il ressentait envers le nationalisme populaire. Il a résisté aux projets d'édification de la nation *(nation building)* violents, que ce soit avec ou sans l'appui de structures de légitimation coloniales, nationales ou impériales. Il n'aimait pas accorder son soutien aux armées impériales et insistait sur le fait qu'il avait contribué à l'effort militaire en construisant un chemin de fer transcontinental. Il n'aimait pas non plus donner des ordres aux troupes locales, bien qu'il devait le faire. Son nouveau gouvernement fédéral s'est à peine penché sur la création de mécanismes fédéraux pour l'application de la loi, et lorsqu'il l'a fait, c'était seulement après-coup. Au début, Macdonald avait une vision politique remarquablement non violente de la nation, même si évidemment celle-ci n'a pas eu une très longue vie. Au moment de la première insurrection de Riel, il avait envoyé des troupes britanniques à la rivière Rouge, mais il avait réussi à négocier une solution pacifique à cette crise. « C'est une très longue route », avait fait remarquer un lieutenant, « pour venir jouer *God Save the Queen.* »[2] Peu de temps après, un corps de police quasi militaire national a été créé afin de voir au maintien de la paix dans l'Ouest du Canada. Et quand Riel a mené une seconde insurrection violente en 1885, Macdonald a été forcé de choisir entre l'Ordre d'Orange de l'Ontario et les Canadiens français du Québec, il choisit l'Ordre d'Orange. À cette époque, Macdonald perdait du terrain auprès de la population canadienne-française : Cartier était mort et Hector Langevin semblait vouloir se rallier un soutien en incitant plutôt qu'en réprimant les débordements violents. Vers la fin de 1885, alors que la population attendait anxieusement de connaitre le sort de Riel, les journaux de Montréal, sous l'influence de Langevin, sont venus dangereusement près d'exhorter le peuple à s'insurger contre un maire libéral qui tentait de contenir une épidémie de variole dévastatrice en imposant l'isolement obligatoire et la vaccination. Dans un tel climat, l'alliance modérée et modératrice entre les Français et les Anglais s'est écroulée.

Le projet de gouvernance de Macdonald avait toujours en son centre non pas l'identité, mais la propriété. Ce que Churchill disait de la démocratie, Macdonald aurait pu le dire de la propriété : elle était la pire façon de gouverner, exception faite de toute autre forme. Lorsque les propriétaires sont privilégiés, les chances sont meilleures d'éviter le genre de démagogie ethnique et religieuse que Macdonald accusait son vieil ennemi, George Brown, de déclencher dans le *Globe*. Macdonald avait réalisé qu'un système basé sur la propriété allait relativement facilement se faire accepter étant donné que la plupart des ménages possédaient suffisamment de propriétés pour profiter du droit de vote au Canada à l'époque où il entrait en politique. Accéder à la propriété était relativement plus facile et coutait moins cher qu'en Grande-Bretagne ; quarante shillings permettait d'acquérir une pleine propriété, ainsi une proportion beaucoup plus large que les 3 % qui se sont présentés aux élections britanniques nationales à l'époque allait désormais pouvoir voter.. Ainsi Macdonald

a pu rallier une plus grande part de la population et construire sa nouvelle constitution autour de l'intérêt transcontinental envers le développement économique et la prospérité. Assurément, tout le monde, indépendamment de leurs origines, souhaitait le développement économique et la prospérité. L'AANB, par conséquent, avait délégué les questions sociales — par exemple l'éducation, la religion, et les enjeux identitaires — aux gouvernements locaux afin que le gouvernement fédéral puisse se concentrer sur le développement économique.

Mais, alors que le siècle avançait, un nombre croissant d'individus ne détenant pas de propriétés, dont un prolétariat urbain grandissant, les femmes et les minorités racialisées, telles que les immigrants chinois, les Métis et les « Indiens » inscrits, commençaient à considérer cette politique basée sur la propriété comme étant quelque chose de néfaste et de coercitif, pour ne pas dire ouvertement violent. Ces personnes se sont fait plus ou moins écarter du projet de prospérité nationale et ils en ont subi les conséquences à divers degrés. À Montréal, par exemple, la mortalité infantile et la variole ont durement frappé les populations urbaines pauvres et ces taux de mortalité démontrent très clairement que la mort a été fortement associée à une religion et une origine ethnique particulière. Doué pour tempérer les tensions ethniques, Macdonald avait été beaucoup moins habile à mitiger les tensions socio-économiques. Macdonald pouvait affirmer être capable d'amadouer efficacement une partie de la population en distribuant des tas d'argents à des hommes d'affaires, mais il n'était pas en mesure d'amadouer l'autre partie, et ceci devenait particulièrement évident alors que les critiques gauchistes de son gouvernement libéral-conservateur ont commencé à gagner de plus en plus de terrain à travers le pays. La grande popularité que les Chevaliers du Travail – une coalition radicale de travailleurs qualifiés et non qualifiés – ont connue dans les années 1880 avait grandement confondu Macdonald. Une Commission royale d'enquête sur le capital et le travail a été créée en 1886 comme solution temporaire, mais elle avait soulevé plus de préoccupations qu'elle n'a été en mesure de résoudre. Même alors que la popularité des Chevaliers commençait à diminuer, le peuple continuait de s'intéresser aux organisations politiques peu orthodoxes – allant des partis socialistes aux associations d'agriculteurs aux clubs dédiés aux réformes fiscales. De fortes allégeances religieuses et ethniques au sein de certaines de ces organisations avaient réussi à remettre de vieux ressentiments dans l'arène politique fédérale. Les premiers ministres provinciaux articulaient leurs campagnes autour de ces griefs et lorsque Macdonald brandissait son droit de veto fédéral, ces premiers ministres avaient appris à amener leurs plaintes devant le comité judiciaire du Conseil privé, la plus haute cour d'appel, où ils gagnaient souvent leurs causes.

Quant aux tentatives de Macdonald d'améliorer les conditions de vie des peuples autochtones par l'émancipation et la civilisation, elles se sont détériorées en une parodie de paternalisme. La continuelle résistance à laquelle ils étaient confrontés avait mené les fonctionnaires du ministère des

Affaires indiennes à renforcer plutôt que réduire le déséquilibre du pouvoir entre eux et les « Indiens ». Le résultat était prévisible compte tenu de la sorte de théories politiques classiques que Macdonald avait habituellement tendance à soutenir. Il s'est avéré que le pouvoir corrompt. Macdonald aurait dû faire preuve d'un meilleur jugement. Mais il ne savait tout simplement pas comment composer avec la pauvreté et cette limite avait alimenté de nouveau les critiques radicales de la façon de gouverner de Macdonald. Alors que de nouveaux types de chercheurs sociaux ont commencé à émerger au sein des départements universitaires, des organisations philanthropiques et des emplois provinciaux et municipaux, ils ont commencé à tenter d'élaborer un large éventail de perspectives et de recours pour résoudre le problème de la pauvreté. Dans le pire des cas, ils ont associé la pauvreté à une identité biologique, inaugurant une nouvelle forme de racisme au début du 20e siècle au Canada. Dans un tel monde, la formule classique de gouvernance du milieu de l'époque victorienne de Macdonald était conçue pour avantager la prospérité et les individus qui en bénéficiaient, et ne pouvaient être qu'anachronique.

NOTES

1 Donald Creighton et P.B. Waite, *John A. Macdonald, The Young Politician, The Old Chieftain* (Toronto : UTP, 1998): 97.

2 John Herd Thompson et Stephen J. Randall, *Canada and the United States : Ambivalent Allies* (University of Georgia Press, 2010): 46.